



## PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

Marseille, le 21 août 2019

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE  
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX REGLEMENTES  
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Affaire suivie par : M. BARTOLINI

☎ 04 84 35 42 71

✉ patrick.bartolini@bouches-du-rhone.gouv.fr

N° 2019- 237 PC

### ARRÊTÉ

**portant prescriptions complémentaires pour la société EPUR MEDITERRANEE  
concernant ses installations à Gignac la Nerthe**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE SUD  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier et le livre V ;

**Vu** le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29/02/2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°71-2004A du 05 juillet 2005 autorisant la société EPUR MEDITERRANEE à exploiter un centre de gestion de déchets sur le territoire de la commune de Gignac-la-Nerthe ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2008114PC du 02 juin 2008 portant prescriptions additionnelles pour l'établissement exploité par la société EPUR MEDITERRANEE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2014-368PC du 21 octobre 2014 imposant des prescriptions supplémentaires à la société EPUR MEDITERRANEE ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance daté du 11 décembre 2017 déposé par l'exploitant ;

**Vu** la demande de bénéfice des droits acquis de l'exploitant datée du 22 novembre 2018 ;

**Vu** le dossier de révision des garanties financières déposé par l'exploitant le 9 avril 2019 ;

**Vu** le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 3 juin 2019 ;

**Vu** l'avis du CODERST en date du 10 juillet 2019

**Considérant** que les conditions sont réunies pour permettre à la société EPUR MEDITERRANEE de bénéficier du droit d'antériorité au bénéfice de son établissement de Gignac-la-Nerthe pour la rubrique 2712-3b ;

**Considérant** que le développement d'une activité de transit d'équipements susceptibles de contenir des PCB/PCT nécessite de renforcer le suivi de ce paramètre dans les eaux souterraines ;

**Considérant** que les modifications successives nécessitent de mettre à jour la liste des rubriques ;

**Considérant** qu'en application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181 -4 à l'occasion de modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**Sur proposition** de la secrétaire générale de la préfecture

## ARRÊTE

### Article 1.

La société EPUR MEDITERRANEE dont le siège social est situé 141 avenue du Prado – 13008 MARSEILLE est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs délivrés à la société, pour son établissement qu'elle exploite Quartier l'Aiguille – 13180 Gignac la Nerthe.

### Article 2.

Le tableau des rubriques figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2014-368PC du 21 octobre 2014 est remplacé par le tableau ci-après :

Rubrique et Alinéa	REGIME	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume déclaré
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 et 2719	Surface	Supérieure ou égale à 1000 m²	22 000 m²
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.	Volume	Supérieur ou égal à 1000 m³	1 200 m³
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793, la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Quantité	Supérieure ou égale à 1 t	70 t



Rubrique et Alinéa	RÉGIME	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume déclaré
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	Quantité	Supérieure ou égale à 10 t/jour	110 t/ jour
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE.	Quantité	75 t	110 t/ jour
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	Quantité	50 t	70 t
2712-1	E	Installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage ou de divers moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	Surface	Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup>	510 m <sup>2</sup>
2712-3b	E	Installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage ou de divers moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719, dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement pour la dépollution, le démontage ou la découpe	Sans seuil	/	/
2711 -2	DC	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719.	Volume	Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	Inférieur à 1000 m <sup>3</sup>

Rubrique et Alinéa	REGIME	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil et unité du critère	Volume déclaré
2716-2	DC	Installation de transit, regroupement tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Volume	Supérieur ou égal à 100 m3 mais inférieur à 1000 m3	550 m3
2792-1b	DC	Installation de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm.	Quantité	Inférieure à 2 t	Inférieure à 1 t

### **Article 3.**

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 21 octobre 2014 sont modifiées comme suit :

- le paramètre « Polychlorobiphényles » code SANDRE 1028, est intégré dans le suivi des eaux souterraines avec une fréquence annuelle.

### **Article 4.**

En application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 9/02/2019 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement, l'exploitant est exonéré des opérations de traçabilité pour les déchets visés dans la demande du 11 décembre 2017.

### **Article 5.**

La présente décision peut être déféré devant le tribunal administratif de Marseille :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 6.**

- La secrétaire générale de la préfecture,
  - Le maire de Gignac La Nerthe,
  - La directrice régionale, de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale

Juliette TRIGNAT